

Clarté

Al-Siyasa, 13 juillet 1932 (Les propos du jour).

1 Il paraît que de nouveaux liens cherchent à se nouer entre Londres et le Caire, fondés jusqu'à un certain point sur la franchise et la clarté.

2 Ou disons plutôt que Londres souhaite — à ce qu'il semble — revenir à cette politique de franchise et de clarté qui prévalait jadis entre elle et le Caire, avant que ce ministère, qui porte aujourd'hui les charges du pouvoir, ne se dressât et ne la contraignît à abandonner la franchise et la clarté au profit de la dérobade et de l'obscurité, corrompant ainsi la relation entre deux peuples qui s'avançaient à grands pas, larges et durables, vers une amitié sincère.

3 En effet, tout indique que Londres souhaite reprendre la politique de franchise et de clarté, s'étant lassée de la politique de dérobade et d'obscurité, ou ayant déjà obtenu, au cours des deux années du présent ministère, tout ce qu'elle voulait de cette politique. Car depuis quelques semaines, ses divers milieux politiques ont commencé à manifester une irritation qui s'accroît en clarté et en netteté chaque jour, à l'égard des relations officielles qui subsistent actuellement entre l'Égypte et l'Angleterre ; et la question des négociations a été la source de cette irritation et de cette lassitude. À peine le Premier ministre eut-il demandé au gouvernement anglais, selon sa manière si particulière, d'engager les négociations, que les milieux politiques anglais manifestèrent une vive aversion, que l'Ahrâm nous rapporta il y a quelques semaines, que le Moqattam confirma ensuite, et que le Daily Telegraph ne cessa d'appuyer davantage ; puis le Premier ministre tenta, à la clôture de la session parlementaire, de jeter un voile sur la question des négociations. Mais l'Ahrâm ne tarda pas à lever ce voile hier, par un article venu de ses correspondants, dépeignant l'opinion des milieux politiques anglais sur les négociations, les élections libres et le ministère national.

4 L'article de l'Ahrâm est sans aucun doute inspiré. Il constitue donc un tableau approximatif — sinon tout à fait fidèle — de l'opinion des milieux politiques anglais sur ces trois questions. Quant aux négociations, ces milieux politiques n'y voient aucune voie possible avec le Premier ministre et son ministère, car ni l'un ni l'autre ne représente l'Égypte, et aucun des deux ne peut l'engager par un accord qui serait conclu avec les Anglais. Le Daily Telegraph fut franc et clair, déclarant que la négociation n'est pas souhaitée avec le Premier ministre, parce que son

maintien au pouvoir jusqu'à l'achèvement de l'exécution du traité n'est nullement garanti, et parce que ses adversaires parmi les Wafdistes, les Libéraux et les Constitutionnels devront nécessairement être pris en compte dans tout accord concernant l'Égypte. Les Anglais, donc, n'ont pas changé la position qu'ils ont déjà déclarée à plus d'une reprise : qu'ils ne veulent pas conclure un traité avec un gouvernement, fût-il présidé par Sidqi Pacha, mais veulent conclure un traité avec un peuple. Et tant que Sidqi Pacha ne représente pas le peuple, ne parle pas en son nom, et ne peut l'engager par quelque accord qu'il conclurait, négocier avec lui est une forme de vanité, et tout accord conclu avec lui, une parole vaine, dénuée de tout bien.

5 Il n'y a aucun doute que la pensée des milieux politiques anglais sur ce sujet est droite, sans détour, franche, sans reproche, et parfaitement conforme à la pensée des Égyptiens que représente l'opposition, dans ce qui semble en être la représentation la plus fidèle — si peu que cela puisse plaire au Premier ministre. Car les Égyptiens veulent s'entendre avec les Anglais sur un accord qu'ils acceptent eux-mêmes, sans y être contraints contre leur gré ; un accord fondé sur la sincérité, la franchise et le conseil loyal, qui ne leur soit ni dérobé en secret, ni imposé de force. Et il est clair qu'un tel accord ne saurait être conclu entre les mains du Premier ministre.

6 Quant à la question des élections libres, il peut apparaître — si ce que rapporte le correspondant de l'*Ahram* est exact — que les Anglais y ont renoncé, estimant qu'il n'existe en Égypte aucune voie vers elles, et que ce dont on accuse Sidqi Pacha pourrait tout aussi bien être reproché aux Wafdistes, s'ils avaient eux-mêmes supervisé les élections. C'est pourquoi les milieux anglais, selon le correspondant de l'*Ahram*, ne s'appuient pas sur les élections libres pour connaître l'opinion des Égyptiens et leur assentiment au traité — et l'opinion des milieux anglais sur cette question est erronée, sans besoin de correction, tordue, ayant besoin d'être redressée. Le péché de cette erreur et de cette distorsion dans le jugement porté sur le caractère des Égyptiens, leur dignité, leur compréhension de la liberté, leur estime pour la démocratie et leur souci de leur démocratie naissante, retombe sur le ministère actuel. Car si celui-ci n'avait pas suivi, dans ses élections, la voie que nous connaissons et que les Anglais connaissent, que nous condamnons et que les Anglais condamnent, et qui se dresse entre lui et la négociation comme entre lui et le traité, les Anglais n'auraient jamais formé cette opinion sur le degré d'attachement des Égyptiens à la liberté, à la dignité et à la démocratie.

7 Quoi qu'il en soit, les milieux politiques anglais ne peuvent adresser au Wafd le dixième des accusations qu'ils peuvent adresser au Premier ministre et à son ministère en matière d'élections. Car c'est l'une des choses les plus évidentes, ne souffrant ni doute ni contestation, que le Wafd n'a jamais, en aucun jour, entouré les élections de ce dont le Premier ministre les a entourées, suscitant le doute et contraignant au soupçon. Le Wafd n'a pas aboli la liberté de parole et d'éloquence, n'a pas aboli la liberté de circulation, n'a pas imposé le silence et l'immobilité à ses adversaires, ne les a pas entourés de gardes et de soldats pendant les élections ni avant elles. Le Wafd n'a pas traité les fonctionnaires de la manière dont le ministère actuel les a traités en matière d'élections. Le Wafd n'a pas exposé le processus électoral lui-même à ce que le gouvernement actuel lui a fait subir, et n'a pas suspendu les journaux au préalable. Et la moindre comparaison honnête entre les élections du Wafd et les élections du ministère actuel prouve, avec toute la clarté et toute l'évidence voulues, que ce dont on fait grief aux élections du Wafd est naturel et habituel dans toute démocratie naissante, peu éloignée encore de ses débuts, à laquelle le peuple ne s'est pas encore accoutumé. Quant à ce qu'on reproche aux élections du ministère actuel, c'est tout autre chose — chose que nous ne pouvons dire, par crainte des lois nouvelles, mais que nous n'avons pas besoin de dire, car les Anglais la connaissent parfaitement, en sont instruits en tous points, dans son ensemble comme dans ses détails, et sont capables d'en juger — et nous ne les voyons pas avoir fait autrement. La preuve en est qu'ils ont négocié avec le gouvernement du Wafd, tandis qu'ils refusent de négocier avec le Premier ministre et son ministère.

8 L'opinion des milieux anglais sur nos élections libres est donc tordue. Et, étant telle, elle ne nous concerne pas. Car la question des élections est une affaire purement égyptienne, que les Anglais feraient bien — et même devraient — nous laisser régler, pour en disposer comme il nous plaît et en décider comme nous le voulons, tant qu'ils restent assurés que ceux qui négocieront et concluront un traité avec eux représentent fidèlement et véritablement le peuple.

9 Et nous voici parvenus à la troisième question, celle du ministère national, que les Anglais attendent pour négocier et s'entendre avec lui, que les Libéraux constitutionnels ont réclamé, et qu'attend le peuple égyptien tout entier — non pour la seule négociation, mais pour résoudre la crise économique, organiser l'administration et réparer ce qu'ont subi la vie publique et la vie privée au cours de ces deux dernières années. Il

est tout à fait clair que tout Égyptien désireux de voir sa patrie sortir de cette impasse où l'a conduite la politique d'une neutralité factice se réjouirait de voir les milieux politiques anglais ressentir exactement ce que ressentent les milieux politiques égyptiens — nous n'excluons de ceci que le Premier ministre lui-même. Car les Égyptiens, tous, veulent le ministère national, l'attendent et prient Sa Majesté le Roi d'en ordonner la formation et de lui confier le sauvetage de l'Égypte du mal où elle se trouve. Et nous ne pensons pas nous tromper, ni pécher par excès de charité, en affirmant que la plupart de ceux qui se réfugient auprès du Premier ministre et le soutiennent partagent, en leur for intérieur, l'opinion des Libéraux constitutionnels et des milieux politiques anglais sur le ministère national, et croient qu'il est seul capable de rendre au pays la sécurité, l'ordre, la dignité et la tranquillité dont il a besoin.

10 Le Premier ministre seul, selon toute vraisemblance, est celui qui déteste le ministère national et le redoute, car il sait avec certitude qu'il n'y aurait aucune place pour lui. Les Égyptiens, quant à eux, préfèrent la vie de l'Égypte à la satisfaction de Sidqi Pacha. Et quant aux Anglais, il leur appartient de choisir, dès aujourd'hui, entre la satisfaction du peuple égyptien et celle de Sidqi Pacha — et il apparaît bien clairement qu'ils ont déjà choisi, et que leur choix n'est pas de nature à déplaire aux Égyptiens.